



# TOUT CHANGER, RIEN LÂCHER !



Liste soutenue par **Olivier BESANCENOT**

## EN MARS PROCHAIN, VOTEZ POUR UNE GAUCHE ANTICAPITALISTE INDÉPENDANTE !

Liste conduite par :

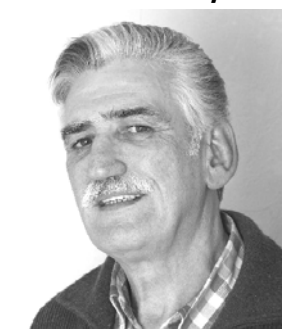
**Pascale  
MONTEL,**



ouvrière de la métallurgie,  
tête de liste régionale et  
du département du Nord

et

**Bernard  
PLAYE,**



retraité de la dentelle,  
tête de liste  
du Pas de Calais

Les élections régionales auront lieu dans quelques semaines alors que les conditions de vie de la population se sont gravement détériorées. Les grands groupes industriels et financiers nous font payer la crise, dont ils sont responsables, au monde du travail, aux milieux populaires. Ces jours-ci, c'est par exemple Total qui annonce 8 milliards d'euros de bénéfices en 2009, et se débarrasse de sa raffinerie de Dunkerque et de ses 780 salariés !

Sous prétexte de plans de sauvetage ou de relance, Sarkozy et son gouvernement ont distribué des dizaines de milliards d'euros aux banques, ainsi qu'aux industriels et aux riches à travers les baisses d'impôts. Maintenant, au nom des déficits qu'ils ont ainsi créés, ils justifient des dizaines de milliers de suppressions de postes dans l'éducation ou dans la santé et préparent de nouvelles attaques contre les retraites.

### Sanctionner la droite sans cautionner la gauche

Pour Sarkozy, une victoire électorale validerait sa politique de casse des droits sociaux et démocratiques. Mais cela ne fait pas du parti socialiste un réel opposant à la droite, comme le montrent bien les hésitations et volte-face de Martine Aubry sur les retraites.

Il y a six ans, ayant remporté 20 régions sur 22, le PS déclarait qu'il en ferait des « contre-pouvoirs » face à la droite. Mais il a mis en œuvre lui-même, à la tête des

conseils régionaux avec ses alliés, une politique libérale qui subventionne les grandes entreprises et privatise dans les services publics.

### Des listes pour tout changer et rien lâcher

Une autre politique est possible si l'on remet en cause la logique du marché et la mainmise des groupes financiers et industriels sur l'économie. Pour porter des mesures anticapitalistes, il faut s'attaquer aux intérêts d'une minorité ultra-privilegiée en s'appuyant sur la mobilisation des salariés et des jeunes.

C'est cette politique que défendra la liste « Tout changer, rien lâcher ». Nous voulons faire entendre, dans ces élections, une autre voix, d'autres intérêts que ceux des classes privilégiées.

Les candidates et candidats de notre liste partagent la même vie, les mêmes difficultés que le reste de la population. Ils sont eux-mêmes des salarié-e-s, des jeunes en butte au chômage, à la précarité, aux bas salaires...

Défendre une politique anticapitaliste ne lâchant rien face à la droite et au Medef, en toute indépendance du parti socialiste, voilà ce que propose le NPA. Tous ensemble pour tout changer !

## Meeting régional avec Olivier BESANCENOT

Mardi 9 mars à 19h00

MEP, 1 place Georges Lyon à LILLE (Métro République)



## Un programme de rupture anticapitaliste

**Répondre aux besoins sociaux et écologiques exige un changement de cap radical, passant par des mesures énergiques de rupture avec le capitalisme. Le NPA et ses candidats soutiennent toutes les luttes pour les droits sociaux et démocratiques.**

**Contre le chômage, la précarité et la misère :**

► Un emploi stable et décent pour tous : interdiction des licenciements, diminution du temps de travail jusqu'à la résorption complète du chômage.

► Un salaire ou un revenu qui permette de vivre : augmentation générale de 300 euros pour tous, pas de salaire ou de revenu inférieur à 1500 euros nets.

► Droit à une retraite complète au plus tard à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles, après 37,5 années maximum de travail, et pas de retraite inférieure à 1500 euros.

► Un toit, c'est un droit : investissement massif pour le logement social, réquisition des logements vides.

**Des mesures d'urgence démocratiques** à commencer par :

► Fin des politiques sécuritaires, discriminatoires et racistes ;



régularisation de tous les sans-papiers ; droit de vote pour tous les résidents à toutes les élections ;

► Egalité salariale entre hommes et femmes ; défense du droit à l'IVG, avortement et contraception libres et gratuits ; égalité des droits entre les hétéros et les personnes LGBTI

**L'urgence écologique :**

► Monopole de l'énergie dans le cadre d'un grand service public qui donne la priorité aux énergies renouvelables et tourne la page du

nucléaire ; transports en commun publics gratuits

► Soutien à une agriculture paysanne, nourricière et de proximité, respectant à la fois l'environnement, la biodiversité et les salariés. Tolérance zéro pour les OGM et les trusts de l'agro-business

**Dans le cadre régional, nous militons notamment pour :**

► L'arrêt de toute subvention aux entreprises,

► L'arrêt des subventions aux lycées privés, reversement de ces sommes aux lycées publics

► La gratuité des transports

Pour être appliqué, ce programme exigera une mobilisation populaire capable de dépasser les restrictions qu'imposent les actuels cadres institutionnels. C'est par nos luttes, un « tous ensemble » que nous pourrons imposer ces mesures élémentaires.



## Non aux subventions régionales pour le patronat !

Avec la décentralisation, les régions sont en concurrence pour inciter les patrons à s'installer ou rester chez elles. Cédant à leur chantage, elles leur versent de plus en plus de subventions. Sous prétexte de créer ou de maintenir l'emploi, le conseil régional a voté des millions de subventions directes aux grandes entreprises. Et ces subventions ne sont qu'une petite partie des aides régionales aux grands groupes, qui passent surtout par l'aide à la formation, la recherche...

**« Les millions d'euros de subventions au patronat doivent aller à la satisfaction des besoins sociaux ! »**

En réalité, ces aides ne créent pas d'emplois. Elles transforment simplement une partie de nos impôts en autant de salaires que le patronat n'aura pas à payer, et donc en autant de profits. La preuve ? Les aides au patronat ont été multipliées par 7 en vingt ans. Si l'emploi, lui, avait été

multiplié par sept, cela se saurait !

Pour les salariés, cette situation ressemble à la double peine : leur salaire stagne, quand ils ne perdent pas tout simplement leur emploi, et en plus ce sont eux qui financent ces subventions par le biais de leurs impôts locaux.

L'an dernier l'Etat, les régions, les départements ont accordé 65 milliards d'euros de subventions aux entreprises, autant que le budget de l'Education nationale, 949 euros par habitant...

C'est ainsi, par exemple, que la riche multinationale GSK (qui fabrique les vaccins contre la grippe A) basée à Saint-Amand a empoché, pour créer 307 postes, quelque 30 millions d'euros de subventions de l'Etat, dont 2 millions de la Région et



6,8 millions de la communauté d'agglomération de la porte du Hainaut dirigée par... Alain Bocquet. Dans le même temps, GSK met à la porte 800 travailleurs dans son usine d'Evreux dans l'Eure, après avoir empoché des millions d'euros du conseil général de l'Eure et du conseil régional de Haute-Normandie gérés par le PS, le PCF et les Verts.

Au NPA, nous disons que les millions d'euros de subventions au patronat doivent aller à la satisfaction des besoins sociaux !

## Transports : 100 % gratuits, 100 % publics !

**A** lors qu'ils représentent un vrai besoin social, les transports sont un véritable casse-tête pour les travailleurs et la population : bouchons avec le stress et la fatigue que cela occasionne, trains et bus bondés aux heures de pointe, territoires peu ou mal desservis... Surtout, leur coût élevé pèse lourdement sur les budgets des familles (2<sup>ème</sup> poste du budget après le logement) et empêche les plus démunis de se déplacer. Tels qu'ils sont organisés, ils favorisent le tout-voiture, avec ses conséquences : pollution, engorgement des routes et des centres-villes.

*Impératif écologique, la gratuité des transports a aussi un contenu social : défense de l'environnement et droit à se déplacer se rejoignent.*

La réponse à cet enjeu social et écologique, c'est le développement des transports collectifs. Cela suppose qu'ils soient gratuits et qu'on développe un vrai service public des transports accessible à tous, et qui irrigue véritablement

toute la région. Cela passe par un véritable service public de transports collectifs gratuits.

Dans la région, pour les transports, c'est le profit qui est aux commandes. Et les élus de gauche, qui prétendent défendre les services publics, ne cessent de les démanteler là où ils sont au pouvoir. Les réseaux de transport public ont été jetés en pâture au privé, à Véolia transport (Calais, Dunkerque, Valenciennes), à Kéolis (Boulogne, Lille). Qui peut croire que des multinationales dont le seul objectif est de faire des profits sont capables de répondre à l'intérêt général ?

La gratuité des transports est possible, c'est une question de choix politique. Il suffirait pour cela d'augmenter la contribution patronale pour les déplacements domicile-travail. Ce n'est pas aux usagers, aux travailleurs qui

l'utilisent, de financer les transports.

## Non à la casse du fret !

La direction de la SNCF vient d'annoncer la fermeture du site de triage de Somain. Ce sont 400 emplois qui sont menacés.

L'abandon de l'activité « wagon isolé » de la branche fret, moins rentable que les trains entiers, va jeter 700 000 camions supplémentaires sur les routes chaque année. Une aberration sur le plan écologique !

Une manifestation aura lieu le samedi 20 février à Valenciennes pour exiger le maintien de l'activité du triage.

Le NPA sera présent aux côtés des cheminots contre ce plan néfaste en terme d'emplois et sur le plan environnemental.

## L'argent public à l'école publique !



**C**on conséquence des réformes mises en place depuis plusieurs années la casse du service public d'éducation s'accélère. Les

inégalités de financements des lycées sont accentuées par la décentralisation.

Cette régionalisation du service public vient remettre en question son caractère national et donc l'égalité d'accès, pour tous les lycées, à une formation et un BAC de qualité.

Ces politiques menées par la droite sont dans la région accompagnées

par le conseil régional dirigé par la gauche.

En effet, sous couvert d'égalité pour tous les lycéens, 4,8 millions d'euros sont accordés à l'enseignement privé dans le Nord-Pas-de-Calais.

L'argent public doit financer le service public et pas les lycées privés !

Le budget « apprentissage » du Conseil Régional sera de 126 millions € en 2010. Cette enveloppe inclut la subvention des centres de formation privés (émanant du MEDEF) ainsi que des primes forfaitaires versées aux entreprises. Parmi ces primes volontaires du Conseil Régional, il y a celle de 1500 € versée à l'employeur à l'issue de chaque année de formation.

Plus l'entreprise est grosse, plus elle recrute de jeunes, et plus elle perçoit d'aides publiques ! Les employeurs exonérés de charges patronales font une opération d'autant plus rentable que les apprentis sont payés entre 25 % et 78 % du SMIC.

Nous proposons d'inverser radicalement le cours de cette politique. D'affirmer et de garantir dans les faits la priorité à l'enseignement professionnel public par rapport à l'apprentissage. Avec les budgets qui seront ainsi dégagés, de contribuer à donner aux LEP les moyens de fonctionner correctement, afin de pouvoir offrir à tous les jeunes une formation de qualité, adaptée à leurs besoins.

**Notre site de campagne : [npa-regionales2010.org/nord-pas-de-calais](http://npa-regionales2010.org/nord-pas-de-calais)**



**Avec les Sans-Papiers de Calais et d'ailleurs  
Liberté de circuler, interdit d'exploiter !**

**A**près « la jungle » de Calais en septembre, des squats et campements de fortune sont fermés jour après jour par la police aux ordres de Besson et Sarkozy. Comme depuis la fermeture de Sangatte il y a 7 ans (applaudie par les élus de gauche Jack Lang et Jacky Hénin), chaque fois les migrants reviennent... Parce que le pillage des ressources naturelles dans le tiers monde et les guerres qu'il provoque obligent des centaines de millions de personnes à fuir leur pays. Moins de 1% d'entre elles émigrent vers les pays riches où, sans-papiers, elles subissent l'exploitation de patrons négriers.

Espérant rejoindre l'Angleterre, certains errent sur le littoral entre Calais et Dunkerque. Aux alentours de la raffinerie que Total envisage de fermer, avec 800 licenciements à la clé. Mais Total, comme d'autres multinationales, continue à investir en Irak, au Gabon et bien d'autres dictatures ! Alors que la France envoie ses troupes militaires en Afghanistan, elle y expulse par charters ceux qui ont fui la guerre et traversé l'Europe au péril de leur vie mais ne rentrent pas dans les quotas de « l'immigration choisie »...

Après les accords de Schengen instituant un espace des prétendues « liberté, sécurité et justice », ceux de Dublin II renforcent l'Europe forteresse avec le fichier EURODAC de fichage des migrants ou l'agence Frontex et ses moyens colossaux au mépris des libertés et droits fondamentaux. Les migrants ne sont pas les seuls criminalisés : les militants associatifs et politiques qui les soutiennent tombent sous le coup du « délit de solidarité ».

Le NPA exige le respect du droit d'asile, le déblocage des moyens nécessaires pour que les réfugiés puissent vivre de façon décente et l'arrêt des poursuites contre les militants qui leur viennent en aide. Notre région a toujours été une terre d'immigration et de brassage des cultures au fil de luttes communes contre la division et l'exploitation des travailleurs dont se nourrit le capitalisme.

Contre la politique raciste du gouvernement, le NPA défend la liberté de circulation, de séjour et d'installation, la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention, la suppression du ministère de l'identité nationale et le droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers à toutes les élections !

**Site national du NPA : [npa.2009.org](http://npa.2009.org)**

**Site de campagne : [npa-regionales2010.org](http://npa-regionales2010.org)**



**Réunions publiques**

Nos premières réunions publiques...

- ▶ **Hazebrouck** : samedi 20 février à 15h, maison des associations, rue Donckèle
- ▶ **Hénin-Beaumont** : mercredi 24 février à 19h, salle Jean Moulin, Bd Jean Moulin (ZAC)
- ▶ **Haveluy** : mercredi 24 février à 18h30 à la salle des fêtes
- ▶ **Caudry** : jeudi 25 février à 18h, Centre socio-culturel, 24 rue de la République
- ▶ **Fourmies** : vendredi 26 février à 19h, Maison des Associations
- ▶ **Auxi-le-Château** : samedi 27 février à 14h, à la mairie (1<sup>er</sup> étage)
- ▶ **Le Cateau** : samedi 27 février à 17h au théâtre municipal, place du 3 septembre.
- ▶ **Lens** : lundi 1<sup>er</sup> mars à 19h, Foyer Léon Jouhaux, 115 rue Bart
- ▶ **Houdain** : mardi 2 mars à 19h, foyer Maxime Grimbert, rue Henri Durant (parking derrière la Poste)
- ▶ **Douai** : mardi 2 mars à 19h, Maison des Associations, salle de la Chapelle, av. des Potiers
- ▶ **Marquion** : vendredi 5 mars à 19h, salle des sociétés, 61bis route Nationale
- ▶ **Saint-Pol-sur-Ternoise** : vendredi 5 mars à 20h, salle des fêtes, rue René Cassin
- ▶ **Solesmes** : samedi 6 mars à 15h, café du kiosque
- ▶ **Lille** : mardi 9 mars, meeting régional avec Olivier Besancenot, MEP, 1 place George Lyon
- ▶ **Escaudain** : vendredi 12 mars à 18h30, salle du 3<sup>ème</sup> âge, rue Paul Bert

**POUR NOUS CONTACTER, NOUS REJOINDRE**

**NORD** : ● Abscon : 06 25 75 67 65 ● Douai : npa.douaisis@gmail.com / <http://npadouaisis.blogspot.com>  
 ● Dunkerque : 03 28 24 39 61 / npa.dunkerque@free.fr ● Lille : npa.lille@aliceadsl.fr / 06.32.67.77.98  
 ● Maubeuge et environs : npa.sambre.avesnois@gmail.com ● Roubaix : nparoubaix@aol.com / 06 88 56 47 35  
 ● Solesmes : npasolesmes@orange.fr / 03 27 27 16 99 ● Valenciennes : npa.valenciennes@free.fr / 06 70 78 42 38  
<http://npa.valenciennois.free.fr> ● Villeneuve d'Ascq : npa-villeneuedascq@voila.fr

**PAS-DE-CALAIS** : ● Arras : npa.arras@gmail.com / 06 86 98 14 50 ● Boulogne-sur-Mer : npaboulogne62@gmail.com  
 ● Bruay-Béthune-Lillers : npa.artois@gmail.com ● Calais : NPA-calais@hotmail.fr / 03 21 35 16 09  
 ● Lens/Hénin-Beaumont : npa.lenshenin@gmail.com / 06 60 59 62 64 ● Ternois : npa.ternois@live.fr / 06 65 57 34 84